



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique extérieure

Question au Gouvernement n° 4377

[Texte de la question](#)

RÔLE DE LA FRANCE DANS LA DIPLOMATIE EUROPÉENNE

M. le président. La parole est à M. Stéphane Demilly, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

M. Stéphane Demilly. Monsieur le Premier ministre, il y a une semaine, Donald Trump était élu quarante-cinquième président des États-Unis, ouvrant une période d'incertitude dans les relations entre l'Europe et notre allié historique.

Dimanche soir, à Bruxelles, les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne se réunissaient en urgence pour un dîner informel visant à afficher l'unité européenne. Les ministres de trois États membres manquaient cependant à l'appel : ceux de la Hongrie de Viktor Orbán, de la Grande-Bretagne du Brexit et de la France. *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.)*

Un député du groupe Les Républicains. Cette absence est scandaleuse !

M. Stéphane Demilly. La France de Monnet, de Schuman, du général de Gaulle, la France, État fondateur et jadis moteur de la construction européenne, la France, monsieur le Premier ministre, était représentée par son ambassadeur.

M. François Rochebloine. Eh oui !

M. Stéphane Demilly. Alors que notre pays devrait être en première ligne, il se retrouve sur le même banc que la Grande-Bretagne, engagée dans son retrait de l'Union européenne.

Lorsque nous regardons vers l'est, nous voyons l'Ukraine, les résultats électoraux en Moldavie ou en Bulgarie, et nous entendons, bien sûr, la Russie de Vladimir Poutine. Lorsque nous regardons vers les Balkans, nous voyons des États qui rêvent de l'idéal européen mais subissent des influences multiples, venant de l'intérieur et de l'extérieur. Lorsque nous regardons vers la Turquie, un allié stratégique, nous voyons une grande nation en pleine crise. Lorsque nous regardons un peu plus loin encore, mais si proche de nous, nous voyons la situation désastreuse au Moyen et Proche-Orient. Et désormais, lorsque nous regardons vers l'ouest, nous voyons l'inconnu, avec ce nouveau visage de notre allié américain, aux déclarations électorales ou électoralistes particulièrement inquiétantes.

Monsieur le Premier ministre, vous disiez ici même, la semaine dernière, qu'il faut faire en sorte « que l'Europe se prenne en main ». Concrètement, quelles initiatives envisagez-vous de prendre pour que cette incantation se

transforme en action diplomatique européenne concrète et pour que la France ne soit plus aux abonnés absents ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des affaires européennes. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants et du groupe Les Républicains.*)

M. François Rochebloine. Il était où, dimanche ?

M. le président. Monsieur Rochebloine, s'il vous plaît !

M. Harlem Désir, secrétaire d'État chargé des affaires européennes. Monsieur Demilly, les Américains ont élu un nouveau président. Le Président de la République, qui s'est entretenu avec Donald Trump vendredi, lui a exprimé nos attentes, notre volonté de dialoguer avec la future administration américaine dans le respect de nos valeurs et de nos intérêts, ainsi que notre détermination à contribuer ensemble à la paix et à la sécurité dans le monde. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Alain Marty. Et il en a pensé quoi, Trump ?

M. Harlem Désir, secrétaire d'État. C'est le cas notamment s'agissant de la lutte contre le terrorisme, priorité absolue pour la France.

La France et les États-Unis sont des partenaires et des alliés. Cette alliance doit se poursuivre, et elle va se poursuivre, dans le respect de l'indépendance de chacun.

M. Sylvain Berrios. Baratin !

M. Alain Marty. C'était quoi, la question, déjà ?

M. Harlem Désir, secrétaire d'État. C'est ce que Jean-Marc Ayrault a dit lors de la réunion du Conseil des affaires étrangères, qui se tenait lundi – et non pas dimanche –, à Bruxelles, et au cours de laquelle la position de la France a évidemment été celle retenue par l'Union européenne.

C'est dans cet esprit que nous établissons des contacts avec l'équipe de transition du président élu, afin de pouvoir travailler avec la nouvelle équipe dès qu'elle sera en place.

M. Guy Geoffroy. Vous préparez la transition avec nous ! (*Sourires.*)

M. Harlem Désir, secrétaire d'État. Naturellement, la campagne électorale aux États-Unis a alimenté des incertitudes – vous y avez fait allusion –, des doutes quant aux positions à venir de la nouvelle administration américaine sur le changement climatique, le nucléaire iranien, la relation avec l'Union européenne, avec les Nations unies, avec l'OTAN – l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. Il convient donc d'obtenir les clarifications nécessaires et de lever ces incertitudes ; nous disons que le plus tôt sera le mieux et nous jugerons sur pièces.

La position de la France est claire : les engagements internationaux doivent être respectés, en matière de sécurité collective comme pour ce qui est de l'Accord de Paris sur le climat. Dans ce contexte, l'Europe doit être plus encore qu'auparavant en mesure de prendre son destin en main pour affronter les défis auxquels elle fait face, pour assurer sa sécurité, pour jouer pleinement son rôle dans le monde. C'est le sens des priorités qui ont été fixées à l'échelle européenne, en particulier s'agissant des enjeux de sécurité et de défense communes, sur lesquels Jean-Yves Le Drian et Jean-Marc Ayrault se sont exprimés lundi. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Stéphane Demilly](#)

Circonscription : Somme (5^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4377

Rubrique : Union européenne

Ministère interrogé : Affaires européennes

Ministère attributaire : Affaires européennes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 novembre 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 novembre 2016](#)